

La puissance transformatrice du féminisme et le syndicalisme

Josiane Dragoni, Institut de Recherches de la FSU

Regards Croisés, n° 36, 2020.

Aux XIX^e et XX^e siècles, le syndicalisme et le féminisme ont davantage cheminé côte à côte que convergé dans leur combat pour l'égalité, la liberté et l'émancipation. Au XXI^e siècle, infirmant les théories de la Fin de l'Histoire, de puissantes mobilisations parcourent la planète, où les femmes jouent le plus souvent un rôle moteur.

Cet article tente de porter un regard historique sur les mouvements d'émancipation passés et présents, à partir de deux entrées, le féminisme et le syndicalisme, en privilégiant en son sein la FSU.

Féminisme et syndicalisme aux XIX^e et XX^e siècles

L'historiographie a longtemps invisibilisé les femmes, passant sous silence leur rôle majeur dans les luttes. Ainsi, lors de la révolution française, « souvent à l'avant-garde des journées insurrectionnelles », elles affrontent le roi dès octobre 1789, s'imposant en toute autonomie dans le champ politique. Pourtant, « les citoyennes » sont exclues du droit de cité et la République se construit jusqu'en 1944 au masculin. Au XIX^e siècle, le rendez-vous avec le syndicalisme et plus largement, le mouvement ouvrier, est également manqué.

Depuis les Lumières, constate Geneviève Fraisse, « le refus de l'égalité des sexes a été un trait constant de la pensée démocratique la plus radicale ». Séparant l'espace public, égalitaire, et l'espace privé, inégalitaire et patriarcal, Rousseau a fait du contrat social le fondement de la « démocratie exclusive », une conception validée par le Code civil en 1804. Dans le sillage de Proudhon, le mouvement ouvrier oscille entre la franche hostilité, refusant à ses débuts de syndiquer les femmes considérées comme concurrentes, et le renvoi à l'avènement du socialisme pour la réalisation de l'égalité. Cette question était estimée secondaire par rapport à la lutte des classes. Dès lors, le féminisme se déploie en dehors du mouvement ouvrier, jusqu'à nos jours.

Dans le contexte de remise en cause de toutes les hiérarchies ouvert en 1968, le mouvement féministe devient véritablement autonome dans les années 1970. Alliant initiatives transgressives et mobilisations massives pour la liberté de la contraception et de l'avortement, puis contre le viol, le mouvement porte l'émancipation et la libération des femmes, liant les deux formes d'oppression que sont le capitalisme et le patriarcat. Si le syndicalisme se mobilise alors pleinement à ses côtés, il n'est jamais à l'initiative. Les groupes « femmes » qui se créent au sein des organisations syndicales contribuent cependant à de profondes évolutions, non sans difficultés. En particulier, ces questions, bien qu'abordées par l'ensemble du syndicalisme à la fin du XX^e siècle, n'irriguent pas vraiment le cœur de la vie syndicale. La FSU, où la part des femmes parmi les adhérent.es est pourtant très nettement majoritaire, ne fait pas exception.

La FSU, des intuitions aux réalités

La dimension « femmes » est prise en compte dès l'origine de la fédération créée en 1993. Pourtant, conformément à l'ensemble du monde syndical, l'organisation fédérale s'avère très masculine ¹. Sous l'impulsion du groupe « femmes », les congrès produisent des textes précis et argumentés au sein du thème 3, celui des alternatives. Une des caractéristiques fortes de la FSU consiste précisément à élaborer des propositions alternatives aux politiques néolibérales et d'y introduire la dimension genrée. C'est le cas par exemple sur les retraites en 2003, pour l'égalité salariale, ou en termes de contenus disciplinaires et d'éducation. Pourtant, le thème 3 dans son ensemble, quoique régulièrement travaillé, ne parvient pas à véritablement renouveler en profondeur la pensée syndicale.

¹ Alors qu'elles représentent plus de 60% des adhérent.es, les femmes sont seulement 30% à exercer une responsabilité fédérale dans les années 2005-2010.

Dans les années 2000, c'est en fait l'ensemble du syndicalisme qui se trouve en difficulté face à un néolibéralisme apparemment triomphant. La capacité inventive de la FSU s'étiolé. De son côté, le mouvement féministe s'ouvre en France avec retard à de nouveaux cadres théoriques déjà fortement développés aux USA au niveau universitaire sur le genre, la théorie *queer*, l'intersectionnalité ou les études postcoloniales. La France offre une deuxième particularité : le féminisme, le syndicalisme et la gauche se divisent sur la question du voile, de l'Islam et de la laïcité, depuis 1989.

Le mouvement social où la FSU avait joué un rôle moteur dans la décennie précédente perd de sa puissance, face aux coups de butoir du néolibéralisme s'employant à faire disparaître la justice sociale de l'horizon politique. Or, comme l'explique Alain Supiot, avec le recul de l'Etat social et de ses mécanismes de solidarité disparaît la citoyenneté sociale, et les solidarités se recomposent sur des bases identitaires, ethniques ou religieuses. Or, ni la FSU, ni l'ensemble du syndicalisme, ni la gauche, ne parviennent à transformer en profondeur la question sociale à l'ère néolibérale, notamment en l'enrichissant de ses dimensions sociétales, métissées et de genre. Ces conceptions, outre qu'elles favorisent la fragmentation entre dominé.es, remettent en cause l'universalisme, dénoncé comme une conception occidentale ayant justifié l'esclavage et la colonisation. Dès lors, les questions sociétales supplantent la question sociale, ce dont le néolibéralisme peut parfaitement s'accommoder.

Vers un nouveau paradigme d'émancipation

Dans la décennie 2010, une série de soulèvements parcourt le monde. Du Printemps arabe aux luttes écologiques, sociales, féministes, antiracistes comme en mai-juin 2020 aux USA et ailleurs, la liste est infinie. De la place Tahrir au « carré féministe » du *Hirak* en Algérie, les femmes sont omniprésentes. Elles se mobilisent massivement lors des journées internationales ou sur des thèmes précis, notamment l'IVG en Amérique Latine ou en Pologne en octobre 2020. Tout en s'opposant aux politiques régressives, les manifestant.es expriment un nouveau paradigme, fondé sur la solidarité et le bien commun, sur l'égalité et la liberté. Toutes et tous expriment leur désir d'émancipation, confirmant après Condorcet qu'« il est impossible d'être libre dans un monde où l'autre ne l'est pas » (1791).

Dans ce contexte, le *moment MeToo* produit un séisme. En prenant la parole pour dénoncer les violences sexuelles, les femmes placent le corps, ultime bastion de la domination masculine, au centre du politique, prolongeant les avancées majeures des années 1970. Que *MeToo* provoque un *backlash* ne saurait surprendre. A chaque avancée vers l'égalité des sexes, l'antiféminisme – qui peut être aussi porté par des femmes, tout comme les féministes peuvent être des hommes – s'est régulièrement déchaîné. Si le mouvement féministe reste divisé – mais il l'a toujours été –, le fait marquant semble plutôt résider dans une convergence de fait des revendications au niveau mondial, où l'expression du commun l'emporte sur les divergences, comme le 8 mars 2020 l'a montré, en somme, un féminisme universel en marche. L'appel international à la grève féministe depuis 2017 et les actions dénonçant les féminicides en témoignent également. Enfin, ces mobilisations révèlent de nouveaux répertoires d'action inventifs, notamment les mises en scène performatives, le tout facilité par l'utilisation des réseaux sociaux et d'Internet. Mais sans doute la force de ces mouvements réside-t-elle avant tout dans les formes d'auto-organisation des luttes, réussissant à faire converger de fait toutes les générations, en particulier les très jeunes.

Les crises systémiques provoquées par un néolibéralisme mondialisé, dont la crise sanitaire surgie en 2020 offre un saisissant condensé, accélèrent la prise de conscience des impasses des choix politiques en matière environnementale, économique, sociale et de genre. Le féminisme, par ses revendications largement transversales, concernant les inégalités socio-économiques, de genre et d'origine, agissant contre les atteintes à la démocratie, par ses formes de mobilisations auto-organisées, inventives et participatives, exige la réalisation concrète de l'universalité des droits, l'égalité et la liberté, pour toutes et tous. Elle n'a jamais été réalisée depuis sa proclamation en 1789.

Ne pas conclure...

Il est bien impossible de conclure en octobre 2020, un moment bien troublé où on aura vu un ministre de l'Éducation Nationale dénoncer l'intersectionnalité et *in fine*, rendre l'Université complice d'un attentat terroriste. Quelques pistes cependant.

La République réifiée des républicains autoproclamés n'a jamais existé. Car la République évolue historiquement au gré des rapports de forces. En février 1848, les ouvriers, désirant poursuivre la révolution inachevée de 1789, revendiquent la République démocratique et sociale. Ils ont été écrasés en juin 1848 par des républicains modérés pour qui la République se limitait à élire des représentants au suffrage universel masculin. Le parti de l'ordre proclame la République le 4 septembre 1870 et écrase la Commune en 1871. La République radicale conçoit la solidarité, une avancée remarquable, mais muselle le féminisme au nom de la laïcité² et justifie la colonisation au nom de l'universalisme. Le XXI^e siècle instaure une version conservatrice et autoritaire, l'état d'urgence indéfiniment reconductible, envisage l'extension de la déchéance de nationalité, fait le choix des violentes répressions policières à l'encontre des mouvements sociaux.

Redonner à la République sa dimension démocratique et sociale suppose pour les forces de progrès et d'émancipation de réintégrer les dimensions sociétales au sein de la justice sociale, et autour de la notion de commun, de l'articuler avec la justice écologique. Il s'agit également d'associer les principes d'égalité, incluant le genre et l'origine et de liberté qui irriguent les luttes du XXI^e siècle au plan mondial. Que leurs formes, variées, ne soient pas toujours convergentes *a priori*, ou que, par leur dynamique horizontale, elles heurtent les formes d'organisation héritées des deux siècles précédents est certes une réalité. Mais les Grandes Gagnantes ne symbolisaient-elles pas d'ores et déjà la rencontre entre la puissance démocratique du féminisme et celle du syndicalisme lors des mobilisations sur les retraites ?

Prolonger...

Bertho A, Time over ? Le temps des soulèvements, 2020.

Dalançon A, Dragoni J., Drevon J.M. (Coord.), Histoire de la FSU, Dans la cour des grands, (1997-2010), 2019.

Fraisse G., Féminisme et philosophie, 2020.

Froidevaux-Metterie C., Le corps des femmes. La bataille de l'intime, 2018.

Naves M.C., La démocratie féministe, réinventer le pouvoir, 2020.

Pavard B., Rochefort F., Zancarini-Fournel M., Ne nous libérez pas, on s'en charge, Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours, 2020.

Riot-Sarcey M., Histoire du féminisme, 2015.

Ripa Y., Histoire féminine de la France, de la Révolution à la loi Veil, 2020.

Storti M., Pour un féminisme universel, 2020.

Supiot A., La force d'une idée, suivi de L'idée de justice sociale, d'Alfred Fouillée, 2020.

² La III^e République a refusé avec constance le droit de vote des femmes, au nom de l'emprise du clergé sur les femmes.